

# « À exterminer en tant que partisans » Sur une note de Himmler

Florent BRAYARD

**Résumé** - Les historiens commencent à être d'accord : c'est vers la fin de l'année 1941, probablement en décembre, que Hitler a décidé qu'aucun juif ne devait survivre. Ceci étant établi, bien des questions demeurent ouvertes. Ainsi, si l'on sait à présent que Himmler avait résumé la réunion qu'il avait eue avec Hitler, le 18 décembre, par ces quelques mots : « Question juive : à exterminer en tant que partisans », on ignore ce que ces mots voulaient dire, exactement. Était-ce un ordre, l'explicitation d'une justification, une formule purement rhétorique ? Plus encore, de quoi avaient parlé les deux hommes, étant entendu que la réunion ne s'était pas résumée à cette simple sentence ? En essayant de répondre à ces questions très simples, Florent Brayard retrace en fait l'évolution de la « solution finale », un programme éminemment complexe qui avait abouti à l'extermination de millions d'hommes.

1.

« C'est comme si je m'étais perdu et que je demandais à quelqu'un le chemin de la maison. Il répond qu'il va m'y conduire et prend avec moi un chemin aisé, plein d'agrément ; soudain le chemin s'interrompt. Mon ami dit alors : "Tout ce que tu as à faire maintenant est de retrouver à partir d'ici le chemin de la maison".<sup>1</sup> » À bien des égards, cette parabole énigmatique de Ludwig Wittgenstein pourrait s'appliquer à l'historien, dont l'ami, en ce cas, serait les archives – et la vérité la maison. Car si les archives nous permettent de faire un bout de chemin, dans la compréhension de ce qui s'est passé, force est de constater que, parfois, elles ne nous assurent pas de conclure avec certitude, qu'à un moment, elles n'offrent plus leur secours. Ce qu'il y a après, c'est encore le chemin de l'historien : celui, malaisé et plein de désagrément, qu'il essaie, seul à présent, de tracer dans le maquis des hypothèses et des conjectures.

L'histoire de l'extermination des juifs est un exemple particulièrement frappant de la difficulté mais aussi de l'ardente nécessité à penser au-delà, à essayer d'aller plus loin que ne le permettent les archives défaillantes. La guerre avait légué des ensembles archivistiques maigres et disparates : cette pauvreté documentaire était à la fois le fruit de contingences, avec la disparition accidentelle d'archives, du fait des bombardements par exemple, et d'un plan concerté d'effacement de toutes les traces concernant cette politique dont Himmler avait dit un jour que l'histoire n'en serait jamais écrite. Pour plus de sécurité, il avait ordonné à Eichmann de détruire tous les dossiers de son service. De cette source fondamentale ne restaient donc qu'une partie des correspondances que le service IVb4 de l'Office central de sécurité du Reich (RSHA) avait adressées à d'autres institutions, parmi lesquelles le ministère des Affaires étrangères dont les archives avaient largement survécu et où l'on trouva – et cela donnera une idée de l'importance des manques – l'unique exemplaire rescapé du compte rendu de la réunion de Wannsee, en janvier 1942, alors que trente copies en avaient été produites. Par hasard, on récupéra également une partie importante, puis beaucoup plus tard la presque totalité du Journal que Goebbels avait rédigé pendant une vingtaine d'années et où il consignait en détail les informations ou les faits du jour – y compris et plus particulièrement les jours où il rencontrait Hitler<sup>2</sup>. De ce dernier, on eut bientôt les comptes rendus de propos de tables – les *Tischgespräche* – qui détaillaient, de manière régulière pour certaines périodes, les monologues du dictateur devant ses invités<sup>3</sup>. Parfois même, on découvrit des pièces d'une

---

1. Je remercie Olivier Giraud d'avoir bien voulu relire la première version de cet article. La citation est extraite de Wittgenstein (L.), *Remarques mêlées*, Paris, Flammarion, 2002, p. 110.

2. Sur les circonstances de la découverte de cette source essentielle, voir Eckert (A. M.), Martens (S.), « *Glasplatten im märkischen Sand*. Ein Beitrag zur Überlieferung der sogenannten Goebbels-Tagebücher », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 52, 2004.

importance historique considérable, comme l'« autorisation » par Hitler de procéder à l'extermination des malades mentaux, antidatée de manière significative au 1<sup>er</sup> septembre 1939, au jour de l'entrée en guerre<sup>4</sup>. Mais d'ordre explicite de Hitler concernant l'assassinat des juifs, on n'en trouva pas.

Seuls certains témoins plus ou moins secondaires – Höss, le commandant d'Auschwitz ou Wisliceny, un subordonné d'Eichmann, et Eichmann lui-même, on le verra – avaient attesté l'existence d'un ordre de Hitler transmis oralement ou par écrit par Himmler<sup>5</sup>. Mais les témoins principaux, ceux qui auraient pu décrire de l'intérieur et en détail le processus décisionnel et la manière dont il fut suivi d'application étaient morts ou avaient disparu. La chaîne hiérarchique en charge de la « solution finale de la question juive » partait de Hitler, source de tout pouvoir, passait par le Reichsführer Himmler, puis par Heydrich, le chef du RSHA et responsable en titre de cette politique, puis par Müller, son subordonné et chef de la Gestapo, pour arriver finalement à Eichmann, responsable du service IVb4 : ce dernier seulement survivra à l'effondrement et il confirmera lui aussi avoir été informé, par Heydrich cette fois, de l'ordre de Hitler d'extermination totale, sans que sa mémoire, c'est le moins que l'on puisse dire, et ses stratégies multiples de disculpation ne permettent d'avoir une idée plus claire de la manière dont tout s'était déroulé<sup>6</sup>. Ces trois témoins indirects appartenaient soit au RSHA soit au WVHA, Office central économique du Reich, en charge des camps de concentration, et cela n'est pas un hasard. C'est dans le strict cadre de leur compétence professionnelle qu'ils avaient pris connaissance de la « solution finale de la question juive », affaire d'État et classifiée. Au-delà de ce cercle de responsables directs, les informations explicites étaient rares. Hitler lui-même semble n'avoir jamais abordé directement le sujet avec ses interlocuteurs ou ses collaborateurs non concernés. Le Journal de Goebbels offre un exemple saisissant de son expression retenue en la matière : il ne manquait jamais de se lancer dans de violentes diatribes antisémites, d'assurer que sa résolution contre les juifs était inébranlable, qu'il fallait être dur, mais, à suivre le compte rendu du ministre de la propagande et Gauleiter de Berlin, il semble ne jamais avoir donné aucun

---

3. Hitler (A.), *Monologe im Führerhauptquartier 1941-1944*, Hamburg, Orbis Verlag, 1980 ; Picker (H.), *Hitlers Tischgespräche im Führerhauptquartier. Entstehung, Struktur, Folgen des Nationalsozialismus*, Frankfurt am Main, Ullstein, 1993.

4. Le fac-similé de ce document est reproduit en couverture du livre de Friedlander (H.), *Der Weg zum NS-Genozid. Von Euthanasie zur Endlösung*, Berlin, Berlin Verlag, 1997.

5. Voir de manière emblématique Browning (C.), « Zur Genesis der "Endlösung". Eine Antwort an Martin Broszat », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, tome 1, janvier 1981.

6. La littérature sur les témoignages d'Eichmann est très abondante. On ne citera ici que Gerlach (C.), « The Eichmann Interrogations in Holocaust Historiography », *Holocaust and Genocide Studies*, 15 (3), hiver 2001 ; Wojak (I.), *Eichmanns Memoiren. Ein kritischer Essay*, Frankfurt, Campus, 2001 ; Browning (C.), « Perpetrator Testimony. Another look at Adolf Eichmann », *Collected memories. Holocaust History and Postwar Testimonies*, Madison, University of Wisconsin University, 2003.

détail : c'est par des indiscretions à l'intérieur de l'appareil d'État que Goebbels apprit, à la fin du mois de mars 1942, quelle forme la « solution finale » était en train de prendre pour les juifs polonais, celle d'un assassinat dans les chambres à gaz de Belzec<sup>7</sup>.

Dans le même temps, cependant, la politique antijuive faisait l'objet d'une parole publique, déclinée par la propagande, dans certaines allocutions des plus hauts responsables du Reich et, au premier chef, dans les discours de Hitler lui-même<sup>8</sup>. On sait que la « solution finale » fut de bout en bout encadrée par la « prophétie » prononcée le 30 janvier 1939 (et que Hitler postdatera après coup au 1<sup>er</sup> septembre 1939), selon laquelle « si la finance juive internationale en Europe et hors d'Europe devait parvenir encore une fois à précipiter les peuples dans une guerre mondiale, alors le résultat ne serait pas la bolchevisation du monde, et par là la victoire du judaïsme, mais au contraire, l'anéantissement de la race juive en Europe<sup>9</sup>. » Le 10 février 1945, au cours d'un dîner, Hitler s'exclamait encore : « J'ai toujours combattu contre les juifs à visage découvert. Je ne les ai pas laissés dans l'ignorance sur le fait que, dans le cas où ils feraient de nouveau tomber le monde dans la guerre, cette fois, ils ne seraient pas épargnés – sur le fait que la vermine serait en Europe définitivement extirpée<sup>10</sup>. » Entre la première occurrence et l'une des dernières (Hitler l'évoquerait encore dans son testament, juste avant de se suicider), la « prophétie » avait été un des motifs récurrents de ses discours au peuple : en 1942, au moment où le meurtre prit sa plus grande ampleur, Hitler cita sa « prophétie » quatre fois. À ceci devraient s'ajouter les allusions qu'il fit devant une autre audience, plus restreinte mais pas moins importante politiquement : celle des Reichs – et Gauleiter, les plus hauts responsables du Parti national-socialiste. Le 12 décembre 1941, ainsi, Hitler déclara, suivant le compte rendu de Goebbels, devant ses affidés : « Pour ce qui concerne la question juive, le Führer est résolu à faire table rase. Il a prophétisé aux juifs qu'ils subiraient la destruction s'ils provoquaient encore une guerre mondiale. Cela n'était pas qu'une phrase. La guerre mondiale est là, la destruction des juifs doit en être la conséquence. C'est une question à considérer sans aucune sentimentalité<sup>11</sup>. »

7. Les journaux de Goebbels pour la période de guerre ont été publiés sous la responsabilité d'Elke Frölich par Saur, à Munich, au cours des années quatre-vingt-dix. Sur la prise de connaissance par Goebbels des gazages, voir Brayard (F.), « Le secret et la prophétie », *Vacarme*, automne 2003, 25.

8. Sur cet aspect, voir en particulier Herf (J.), *The Jewish Enemy. Nazi Propaganda During World War II and the Holocaust* (Cambridge, Mass., The Belknap Press of Harvard University Press, 2006 ; Friedländer (F.), *The Years of extermination. Nazi Germany and the Jews. 1939-1945* (New York, Harper Collins Publishers, 2007) ou encore Kershaw (I.) dans « Hitler's Role in the "Final Solution" » (*Yad Vashem Studies*, vol. 34, 2006).

9. Brayard (F.), *La « solution finale de la question juive ». La technique, le temps et les catégories de la décision*, Paris, Fayard, 2004, p. 380.

10. *Ibid.*, p. 388.

11. Cité par Gerlach (C.), *Sur la conférence de Wannsee*, Paris, Liana Levi, 1999, p. 58 et s.

Saturation du discours public, pauvreté insigne des archives : cette discordance a engendré deux types de positions, en une controverse qui eut son utilité même si elle n'apparaît plus, on le verra, comme pertinente aujourd'hui. D'une part, ceux qui se trouvent qualifiés par l'historiographie de fonctionnalistes (Martin Broszat, Hans Mommsen) ont estimé que l'absence d'ordre de Hitler dans les archives reflétait l'absence d'ordre global donné par le Führer dans la réalité et que cette double absence illustre de manière paradigmatique le fonctionnement d'un régime polycratique au sommet duquel se serait tenu un « dictateur faible » dont les discours auraient eu une valeur plus métaphorique que performative<sup>12</sup>. On pourrait adjoindre aux fonctionnalistes – même s'ils furent significativement parmi les premiers à le combattre – l'historien non académique David Irving qui, tirant parti de la pauvreté documentaire, affirma que le génocide s'était déroulé dans le dos de Hitler qui n'en fut informé que tardivement, à l'automne 1943<sup>13</sup>. Les intentionnalistes comme Lucy Dawidowicz ou Eberhardt Jäckel, d'autre part, tenaient à l'inverse que la « prophétie » et certaines interventions qui l'avaient précédée, en particulier dans *Mein Kampf*, étaient l'expression d'une politique génocidaire arrêtée dès avant la guerre<sup>14</sup> : la question était en ce cas seulement de savoir à quel moment elle serait mise en œuvre. Tout s'était sans doute décidé dans un colloque restreint entre Hitler et Himmler ou Heydrich. Or voilà : ce qui s'était passé, en ces moments cruciaux, derrière les portes de la Chancellerie du Reich ou de la « Tanière du Loup », le plus souvent, on ne le savait pas<sup>15</sup>.

## 2.

L'histoire réserve parfois des surprises. C'est grâce à l'effondrement de cet autre totalitarisme, le régime communiste, que l'on fit un grand pas dans la compréhension du nazisme. Des kilomètres d'archives, saisies comme butin par l'Armée rouge et gardées au secret pendant un demi-siècle, furent soudain accessibles aux historiens. C'est en grande partie grâce à ces apports documentaires que Götz Aly renouvela profondément notre analyse de la « solution finale » dans son livre éponyme, *Endlösung*<sup>16</sup>. L'une des grandes découvertes fut

---

12. Broszat (M.), « Hitler and the Genesis of the "Final Solution". An Assessment of David Irving's Theses », *Yad Vashem Studies*, vol. 13, 1979 ; Mommsen (H.), « La réalisation de l'utopique : la "solution finale de la question juive" sous le troisième Reich », in *Le national-socialisme et la société allemande. Dix essais d'histoire politique et sociale*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1997.

13. Irving (D.), *Hitler's War*, Londres, Hodder and Stoughton, 1977. Sur l'évolution postérieure de l'historien, voir Evans (R.), *Lying About Hitler: History, the Holocaust and the David Irving Trial*, New York, Basic Books, 2001.

14. Dawidowicz (L.), *The War Against the Jews. 1933-1945*, New York, Holt, 1975 ; Jäckel (E.) *Hitlers Weltanschauung*, Stuttgart, DVA, 1981.

15. Seules quelques notes de Himmler avaient été conservées en Allemagne ; elles ont été citées ou commentées par Martin Broszat et Czeslaw Madajczyk (« Hitler's Direct Influence on Decisions Affecting Jews during World War II », *Yad Vashem Studies* vol. 20, 1990) puis par Leni Yahil (« Some Remarks about Hitler's Impact on the Nazis' Jewish Policy », *Yad Vashem Studies* vol. 22, 1993).

16. Aly (G.), « *Endlösung* ». *Völkerverschiebung und der Mord an den europäischen Juden*, Francfort sur le Main, S. Fischer, 1995.

la mise au jour du *Dienstkalender* de Himmler, l'agenda professionnel dans lequel étaient notés la plupart de ses rendez-vous, accompagnés parfois de commentaires succincts et de notes télégraphiques, en particulier lors de ses entretiens avec Hitler. Document particulièrement ingrat, le *Dienstkalender* a fait l'objet d'une publication critique impeccable grâce à quoi il est devenu l'une des sources incontournables pour l'étude du processus décisionnel. À la date du 18 décembre 1941, on trouvait la liste, assortie de brefs commentaires, des points que Himmler voulait aborder lors d'une réunion avec Hitler. Le premier d'entre eux était le suivant : « *Judenfrage | als Partisanen auszurotten.* » À l'évidence, le mot clé « question juive » n'avait pas été écrit en même temps que « à exterminer en tant que partisans », dans la mesure où l'écriture de ces derniers mots était sensiblement plus petite que sur le reste de la feuille de note<sup>17</sup>. Selon toute probabilité, Himmler avait résumé ainsi la manière dont Hitler avait abordé la « question » au moment même où il l'abordait. Grâce à cette source, la porte du bureau de Hitler, soudain, s'était entrouverte.

Il n'est pas étonnant que l'historien qui rendit publique cette note de Himmler, Christian Gerlach, en fit, dans un article magistral, un élément clé de la « décision politique de principe de Hitler d'exterminer les juifs d'Europe ». On pourrait même dire qu'elle constituait, pour lui, la pièce manquante, l'élément déclencheur qui lui permit, avec un nombre vertigineux de sources annexes – parfois inédites, souvent connues et sous-utilisées – une trame dense d'événements situés principalement entre l'entrée en guerre des États Unis et la conférence de Wannsee. Dans le schéma de Gerlach, le basculement vers l'extermination totale s'était déroulé en trois temps : la décision proprement dite, « décision intime » prise dans le for intérieur et qu'il est par nature difficile de situer<sup>18</sup> ; l'annonce de cette décision aux plus hauts responsables du Parti lors de la réunion des Reichs et Gauleiter, le 12 décembre, sous la forme à la fois claire et contournée<sup>19</sup> que nous avons cité partiellement plus haut ; et l'ordre proprement dit – « Question juive | à exterminer en tant que partisans » – donné à Himmler ce 18 décembre. La forme qu'il prenait était d'ailleurs suffisamment ambiguë pour que Gerlach n'y reconnaisse un ordre qu'au terme d'une phrase particulièrement prudente : « Ce passage [...] laisse sous-entendre qu'il s'agit là de propos de Hitler de portée générale qui peuvent, d'après leur forme sémantique, être entendus comme un ordre<sup>20</sup>. » On pourrait enfin ajouter à cette série la conférence de Wannsee au cours de laquelle la décision du Führer fut annoncée, cette fois-ci, devant les plus hauts responsables des

---

17. Witte (P.), Wildt (M.), Voigt (M.), Pohl (D.), Klein (P.), Gerlach (C.), Dieckmann (C.), Angrick (A.), *Der Dienstkalender Heinrich Himmlers 1941/42*, Hamburg, Christians, 1999, p. 293-294.

18. Gerlach (C.), *Sur la conférence de Wannsee, op. cit.*, p. 86.

19. *Ibid.*, p. 59.

20. *Ibid.*, p. 54. Encore le terme allemand *Weisung* a-t-il d'autres sens, plus faibles, que celui retenu dans la traduction française : ceux de consigne, de directive ou d'instruction.

ministères concernés à un titre ou un autre par la mise en œuvre de cette décision<sup>21</sup>.

La difficulté cependant résidait moins dans la constitution de cette intrigue que dans son articulation avec le contexte. Car au moment où Hitler aurait pris et annoncé sa décision, plus d'un demi-million de juifs soviétiques avaient déjà été exterminés dans les territoires occupés par l'Allemagne, par les *Einstazgruppen* et différentes troupes de sécurité. Qui plus est, le camp d'extermination de Chelmno venait toujours juste d'être mis en fonctionnement, celui de Belzec était déjà en construction et cela faisait un trimestre qu'à Auschwitz on avait procédé au premier gazage criminel avec du Zyklon B. Enfin, une première vague de déportation des juifs allemands vers l'Est avait été lancée en octobre : quelques convois seulement furent exécutés à l'arrivée, à Kaunas et Minsk, provoquant dans le second cas à tous le moins la fureur de Himmler. Voici pour l'amont. Concernant l'aval, il est remarquable que de longs mois passeraient avant que la « solution finale » prît la forme qui fut par la suite la sienne. Ce n'est en effet qu'à la mi-août 1942, plus de huit mois après la décision supposée de Hitler, qu'on décida finalement de doter le camp d'Auschwitz de quatre gigantesques complexes combinant gazages et crémation : ils étaient à la fois le marqueur du passage vers un assassinat généralisé et rapide et la condition de sa réalisation, même s'ils ne pourraient être en service avant le début de l'année suivante. Dans ce même camp, cependant, les gazages massifs avaient commencé dès le mois de mai dans des installations de fortune, où furent gazés les juifs de Haute Silésie, la région où il était installé. Et dans le Gouvernement général, sous administration civile allemande, on avait commencé dès mars à gazer les juifs à Belzec puis à Sobibor, mais à un rythme sans comparaison avec celui qui suivrait<sup>22</sup>. Cette difficulté, à laquelle Christian Gerlach s'était confronté avec une grande habileté, était partagée par ses confrères historiens. Car, à partir du moment où, parmi eux, depuis plus d'une décennie, un consensus très large s'est finalement établi, sous l'impulsion d'Alfred Streim<sup>23</sup>, selon lequel un ordre d'extermination total n'avait pu précéder l'invasion de l'URSS, au début de l'été 1941, la décision était donc intervenue *dans le cours même* d'un processus, étalé sur une période allant jusqu'à l'été 1942 au plus tard et qui mènerait à un massacre effectivement indiscriminé et à court terme.

Dans le cas de Gerlach, c'était la note de Himmler qui avait permis la reconstitution du processus décisionnel. Pour ceux qui le suivirent, ce document

---

21. *Ibid.*, p. 74. Voir, concernant l'aspect administratif, l'article de Jäckel (E.), « On the Purpose of the Wannsee Conference », in James S. Pacy, Alan P. Wertheimer, *Perspectives on the Holocaust. Essays in Honor of Raul Hilberg*, Boulder, Westview Press, 1995.

22. Brayard (F.), *La « solution finale de la question juive »*, *op. cit.*

23. Streim (A.), *Die Behandlung sowjetischer Kriegsgefangener im « Fall Barbarossa »*, Heidelberg, Müller, 1981.

devint un point de passage obligé dans le récit de la prise de décision, quelles que soient les hypothèses chronologiques qui le sous-tendaient : il se s'agissait pas seulement, à coup d'arguments techniques et érudits, de construire différemment l'articulation entre le processus décisionnel proprement dit et l'évolution générale de la politique antijuive, il fallait également donner un sens à cette proposition : « À exterminer en tant que partisans ». Pour aller vite, l'analyse de Gerlach suscita de nombreuses critiques qui la contestaient sous plusieurs angles : la portée générale des propos de Hitler, leur singularité et leur assimilation à un ordre. Dans la synthèse de grande qualité qu'il avait consacrée à l'évolution de la « politique de l'extermination », Peter Longerich refusait de voir dans ces quelques mots autre chose qu'une « nouvelle confirmation de Hitler de poursuivre et intensifier le meurtre de masse des juifs soviétiques sous un prétexte déjà allégué<sup>24</sup> ». La qualification de partisans ne pouvait, selon lui, renvoyer qu'aux juifs soviétiques, alors que, pour Gerlach, le meurtre déjà en cours de ces juifs et la généralité de la question posée, la « question juive », interdisait une interprétation aussi restrictive : il se serait donc agi d'autre chose, « de “partisans imaginaires”, de la “menace juive<sup>25</sup>” ». Mais il y avait plus : Longerich avait composé un schéma d'explication où le processus décisionnel était dilué sur une période longue, jusqu'au printemps 1942, avec des phases de radicalisation progressive. Hitler y jouait certes un rôle central, mais ce schéma ne laissait pas la place pour une décision de cette ampleur. Selon son analyse, qui plus est, la conférence de Wannsee n'était pas équivalente à l'assassinat programmé de tous les juifs et le projet de transplantation à l'Est des juifs et leur mise au travail que le chef du RSHA avait présenté n'était pas une fiction : certes, dans les deux cas, la mort était l'aboutissement programmé et explicite, mais suivant des modalités différentes. Ce qui, dans l'analyse de Longerich, se trouvait mis en jeu, c'était donc tout à la fois le sens de « partisans » et celui d'« extermination », en même temps que l'exceptionnalité de l'instruction, dans la mesure où, rappelait-il, cette « confirmation » suivait d'autres décisions motivées de manière similaire.

Pour d'autres historiens, au contraire, la phrase de Hitler avait bien une portée générale, mais aucune dimension performative. C'est en particulier le cas de Christopher Browning qui interprétait la remarque « cryptique » de Himmler, de la manière suivante : « Ils ont le plus vraisemblablement discuté de la manière selon laquelle la mise à mort des juifs devait être justifiée et quelles étaient les règles pour en parler<sup>26</sup>. » Concernant ce dernier point, on se contentera de remarquer que ces règles devaient être bien lâches, dans la mesure où

---

24. Longerich (P.), *Politik der Vernichtung. Eine Gesamtdarstellung der nationalsozialistischen Judenverfolgung*, München, Piper, 1998, p. 467 ; voir également note 234, p. 712.

25. Gerlach (C.), *Sur la conférence de Wannsee*, *op. cit.*, p. 53-54 et p. 61-62.

26. Browning (C.), avec Matthäus (J.), *The Origins of the Final Solution. The Evolution of Nazi Jewish Policy, September 1939-March 1942*, Lincoln, Nebraska University Press, 2004, p. 410.



elles ne se diffusèrent pas de l'appareil administratif à la manière dont l'expression « traitement spécial », par exemple, ou celle d'« émigration » s'imposeraient. Certes, cet argument pouvait ressortir des mois ou des années plus tard, dans le cadre de négociations bilatérales, par exemple, constituant même l'un des motifs les plus constants du négociateur en chef, Hitler. Ce dernier, comme Himmler d'ailleurs, l'emploierait également dans quelques discours commentant, après-coup, le massacre des juifs. Pour autant, on doit moins entendre ces propos comme une règle de langage que comme l'expression de la manière dont Hitler ou Himmler voyaient effectivement les juifs, dans le cours même du processus de décision<sup>27</sup>. Et c'est là le premier point : Browning ne parle pas de « justification » du génocide, mais seulement de la « justification à donner » – ce qui revenait à réduire à presque rien la portée de la phrase de Hitler. Cette minoration n'a rien d'étonnant dans la mesure où les décisions les plus importantes étaient intervenues selon lui dans une période d'« euphorie », à un moment où la victoire était crue acquise. Or considérer les juifs comme des « partisans » et, en tant que tels, prendre la peine de les exterminer, c'était reconnaître qu'ils représentaient un danger si réel pour l'issue de la guerre qu'il fallait l'anéantir.

Telle était la position de Saul Friedländer, qui reformulait la thèse de Gerlach dans une interprétation plus large : la note de Himmler « renvoyait au mortel ennemi intérieur, l'ennemi combattant dans les frontières de son propre territoire, lequel, par l'intrigue et la perfidie, pouvait, comme en 1917-1918, poignarder le Reich dans le dos, à présent que la nouvelle “guerre mondiale”, sur tous les fronts, rallumait tous les dangers de la guerre précédente. Plus encore, “partisans” était peut-être associé à la connotation la plus large employée par Hitler [dans une de ses déclarations antérieures] : tous les *ennemis potentiels* à portée du Reich ; c'était compris, comme nous l'avons vu, de telle sorte que tous les civils et des communautés entières s'y trouvaient au besoin inclus. Ainsi, l'ordre était clair : c'était une extermination sans limitation qui s'appliquait ici aux juifs<sup>28</sup>. »

Dans un cas comme dans l'autre, ainsi, l'interprétation dépendait du sens général, politique ou idéologique, qu'ils donnaient à l'événement – à la Shoah, si l'on veut – mais elle était aussi tributaire des hypothèses chronologiques sur lesquelles s'articulait cette reconstitution. Si Browning minimisait l'importance de la note de Himmler, l'encapsulant dans la sphère du pur langage, c'est aussi qu'il ne pouvait l'assimiler à une décision dans la mesure où, selon lui, la décision était déjà intervenue, en deux temps, en juillet et octobre précédent. À l'inverse, Friedländer parle d'ordre, sans s'embarrasser des circonlocutions de Gerlach, parce que l'entrée en guerre des États-Unis marquait, pour lui comme pour d'autres encore<sup>29</sup>, le moment

27. Brayard (F.), *La « solution finale de la question juive »*, op. cit., conclusion, p. 436 et s.

28. Friedländer (S.), *The Years of extermination*, op. cit., p. 280.

29. Outre Christian Gerlach, voir parmi d'autres Hartog (L. J.), *Der Befehl zum Judenmord. Hitler, Amerika und die Juden*, Bodenheim, Syndicat, 1997.

du basculement sur l'assassinat indiscriminé. On le voit : à peine la porte s'était-elle entrouverte que l'historien s'était retrouvé seul à débrouiller l'enchevêtrement des hypothèses et des conjectures.

## 3.

À une autre occasion, le 22 septembre 1942, Himmler était venu à la rencontre de Hitler avec un ordre du jour aussi général : « Émigration juive : comment doit-on procéder pour continuer<sup>30</sup> ? » Avec le mot « émigration », Himmler illustrait la manière dont, jusque dans ses notes personnelles, il pouvait avoir le soin d'employer un langage codé. C'était en effet d'assassinat dont il s'agissait : Auschwitz, Belzec, Sobibor, Treblinka et Chelmno fonctionnaient depuis le début de l'été à pleine vitesse, des centaines de milliers de juifs venant de toute l'Europe y étaient anéantis tandis que des massacres se déroulaient à grande échelle sur les territoires de l'Est. Cette fois-ci, le Reichsführer n'avait pas pris la moindre note, pas jeté de commentaire sur le papier, se contentant d'inscrire un trait en marge, attestant ainsi que ce point précis avait été abordé. Sous quelle forme ? Dans ce cas précis, il est possible d'avoir une idée assez nette des différents sujets abordés, dans la mesure où cette réunion coïncida avec plusieurs arbitrages documentés par ailleurs. Sans entrer ici dans les détails<sup>31</sup>, Hitler informa son subordonné des différentes décisions qu'il avait prises concernant les travailleurs forcés juifs. Toutes allaient à l'encontre des plans élaborés par Himmler : dans le Gouvernement général, son schéma de rassemblement de cette population dans un nombre réduit de bassins de production fut invalidé ; Hitler indiqua par ailleurs qu'il refusait la mise en œuvre de son vaste projet de création d'usines-camps de concentration sur le territoire même du Reich, un refus dont le résultat immédiat fut l'ordre de transfert de tous les internés juifs des camps de concentration vers Auschwitz et Majdanek. Peut-être les deux hommes évoquèrent-ils également le camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau sous un autre angle : quelques jours plus tôt, grâce à un accord avec Speer, Himmler avait réussi à sécuriser le financement de son agrandissement, y compris de la construction des complexes industriels de création et de gazage nécessaires à l'exécution de la « solution finale ». On peut supposer par ailleurs que Hitler et Himmler évoquèrent la situation française : le matin même, le Reichsführer avait été informé que le représentant d'Eichmann à Paris voulait organiser une gigantesque rafle qui aurait bafoué les accords péniblement conclus entre les deux pays ; il l'interdirait, quelques jours plus tard. Enfin, les deux hommes discutèrent du comportement du ministre des Affaires étrangères, Joachim von Ribbentrop : ce dernier venait de reprendre en main les négociations concernant les déportations au départ de pays

---

30. Witte (P.) et al., eds, *Der Dienstkalender Heinrich Himmlers*, op. cit., p. 566.

31. Voir Brayard (F.), *La « solution finale de la question juive »*, op. cit., chapitre IV, p. 151 et suivantes.

alliés, jusqu'alors largement effectuées par des hommes de Himmler, et bloquait le processus au grand dam de ce dernier. Dès le lendemain, Hitler convoqua Ribbentrop. La violence de ses réprimandes fut telle que même l'ambassadeur d'Allemagne au Danemark en fût informé. Le jour suivant, Ribbentrop envoyait un télégramme à tous ses services pour hâter des négociations qui n'avaient que trop duré. Comme le montre l'exemple de cette réunion, Hitler ne s'était pas contenté d'acquiescer à des propositions formulées par ses subordonnés, travaillant tous « en direction du Führer », comme on l'affirme parfois<sup>32</sup>. Tous les problèmes pendants, posés depuis plusieurs mois ou tout récents, avaient été abordés les uns après les autres et Hitler avait rendu des arbitrages qui, dans certains cas, allaient dans le sens des souhaits de son subordonné et, dans d'autres, à leur rencontre. Hitler décidait.

Concernant le 18 décembre 1941, une telle reconstitution est difficile à opérer pour une raison simple : les principales évolutions étaient perceptibles *avant* cette date, certains responsables concernés en ayant déjà même été informés. Suivant Christian Gerlach, un sujet de friction entre les différentes instances concernées à des titres divers par le massacre des juifs soviétiques avait très probablement été réglé dans les jours précédents. La question était la suivante : devait-on épargner les travailleurs juifs nécessaires à la bonne marche de l'économie d'une région par ailleurs dévastée ou ceux-ci devaient-ils subir le sort commun ? Et la réponse était donnée dans une correspondance d'un haut responsable du ministère des Territoires occupés de l'Est, envoyée justement ce 18 décembre : « Des clarifications ont dues être apportées entre-temps par des discussions orales en ce qui concerne la question juive. Par principe, les facteurs économiques n'ont pas à être pris en compte<sup>33</sup>. » Gerlach estime que ces discussions orales renvoient directement au discours de Hitler, le 12 décembre, ou aux négociations « au niveau le plus élevé » qui se seraient déroulées au cours de cette réunion – une hypothèse qui me semble plus vraisemblable. Ces clarifications avaient-elles été apportées par Hitler lui-même, comme l'affirma un témoin indirect<sup>34</sup> ? Cela me semble peu probable, car s'il avait éventuellement pu donner des « clarifications », le Führer ne l'aurait certainement pas fait au cours de « discussions ».

Pourtant, le caractère oral des négociations est illustré de manière exemplaire avec le cas bien connu du Gouvernement général. Hans Frank, son Gouverneur, relata au cours d'une réunion, le 16 décembre, la dramatique évolution de la politique antijuive concernant son territoire de compétence. Il s'était rendu à Berlin quelques jours plus tôt pour assister, le 12 décembre, à la réunion des

32. Le concept a été forgé par Ian Kershaw ; il l'utilise dans son dernier article « Hitler's Role in the "Final Solution" », art. cité.

33. Gerlach (C.), *Sur la conférence de Wannsee*, *op. cit.*, p. 64.

34. *Ibidem*, p. 123, note 142.

Reichs- et Gauleiter. Il souhaitait en profiter pour évoquer la « question juive » : depuis presque deux ans, il plaidait avec insistance auprès de Hitler en faveur d'une évacuation massive des juifs de son territoire, obtenant parfois des promesses dilatoires. Ce qu'il entendit était très différent de ce qu'il attendait : « Mais que faire des juifs ? Croyez-vous qu'on les enverra dans des villages de colonisation dans l'Ostland ? On nous a dit à Berlin : Pourquoi toutes ces complications ; nous ne pouvons rien entreprendre avec eux dans l'Ostland ou dans le Reichskommissariat ; liquidez-les vous-mêmes<sup>35</sup>. » On ? Une fois encore, il est exclu que Frank retranscrivît les propos du Führer de cette manière, qui plus est en employant le pronom indéterminé.

Non, les personnes avec qui Alfred Rosenberg, le ministre des Territoires occupés de l'Est, et Hans Frank avaient discuté, comme à bâtons rompus, étaient bien plus probablement Himmler ou Heydrich, les responsables de la conception et de la mise en œuvre de la « solution finale ». C'est d'ailleurs bien parce qu'ils se trouvaient à un niveau hiérarchique similaire à lui qu'au cours du trimestre précédent, les deux hommes avaient essayé avec acharnement de disputer au Reichs führer la haute main sur la gestion des juifs de leur territoire respectif. Ces discussions avaient pu avoir lieu 12 décembre, en marge de la réunion des plus hauts responsables du Parti à laquelle, Heydrich excepté peut-être, ils étaient tous présents ou encore, moins vraisemblablement à mon sens, dans les jours suivants. Quoi qu'il en soit, on en était encore à une phase très précoce d'improvisation comme en témoigna à nouveau Frank : « Nous ne pouvons pas fusiller ou empoisonner ces 3 500 000 juifs [sic] mais nous pourrions, néanmoins, prendre des mesures qui, d'une manière ou d'une autre, aboutiront à leur extermination. Ces mesures seront mises au point pendant les délibérations qui auront lieu dans le Reich. Le Gouvernement général, comme le Reich, doit être débarrassé des Juifs. Où et comment seront réalisés ces desseins, sera l'affaire des services que nous devons désigner et créer sur place. »

Si l'on admet que les arbitrages sur le sort des travailleurs juifs soviétiques et sur celui des juifs du Gouvernement général avaient été signifiés aux responsables concernés par Himmler ou Heydrich autour du 12 décembre, une nouvelle question se pose : les deux hommes en avaient-ils préalablement référé à Hitler ? Depuis l'entrée en guerre des États-Unis, Himmler avait vu Hitler plusieurs fois : les divers échos que l'on peut avoir de ces rencontres n'indiquent pas que la « question juive » eût été abordée, à l'inverse de questions militaires jugées sans doute prioritaires en ces jours où l'Armée rouge contre-attaquait<sup>36</sup>. L'argument est faible dans la mesure où l'agenda de Himmler est lacunaire pour cette période et qu'aucune archive ne nous permet de savoir si Heydrich

---

35. Florent Brayard, *La « solution finale de la question juive »*, op. cit., p. 375-376.

36. Peter Witte et alli (ed), *Der Dienstkalender Heinrich Himmlers*, op. cit., p. 292, note 55.

avait, le cas échéant, rencontré Hitler, ni bien sûr ce qu'ils auraient dit. Cependant, il existe un argument plus puissant qui incite à répondre négativement à la question posée. Si les deux hommes s'étaient entretenus de la politique anti-juive dans les jours précédents, pourquoi, ce 18 décembre, Himmler aurait-il pris le soin, en préparant la réunion, de mettre un ordre du jour aussi vaste, aussi vague – aussi fondamental – que la « question juive » ? Tout se passe, à mon sens, comme si Himmler avait voulu revenir sur la séquence qui avait été inaugurée par le discours de Hitler, une semaine plus tôt, le 12 décembre. Une séquence au cours de laquelle lui et Heydrich, s'autorisant de la nouvelle situation créée par l'entrée en guerre des États-Unis et le discours secret du 12, avaient pris un certain nombre d'initiatives.

Ces initiatives et ces éventuels arbitrages, il convient, me semble-t-il de les relativiser. Concernant le territoire occupé soviétique, il est très clair que la radicalisation des massacres, depuis l'été précédent, devait un jour ou l'autre aboutir à un génocide régional : on avait commencé par abattre les juifs ayant des responsabilités dans l'appareil communiste, sur la base d'ordres circonstanciés, puis ceux appartenant au Parti, puis les hommes en âges de porter les armes ; ensuite, à partir d'août, on commença à tuer également les femmes et les enfants, puis à la fin de l'été, des communautés entières, dans des massacres d'une ampleur inimaginable : à Babi Yar, en deux journées, pas moins de 33 000 juifs avaient été exécutés. Le maintien des travailleurs juifs, soutenu essentiellement par l'administration civile, concernait une population relativement peu importante et il était jugé inutile par les forces de sécurité, de plus en plus influentes<sup>37</sup>. La clarification apportée, selon laquelle, « par principe, les facteurs économiques n'ont pas à être pris en compte », permettait simplement de résoudre radicalement, et dans un sens systématiquement favorables aux organes de sécurité, des conflits relativement localisés, mais qui pouvaient remonter jusqu'à Berlin, entre les différentes instances impliquées. Le cas du Gouvernement général est plus intéressant encore, dans la mesure où on pourrait montrer que Himmler s'était contenté d'informer Hans Frank, le gouverneur civil, d'une politique dont le principe était décidé depuis plusieurs semaines, sans doute avec le plein accord de Hitler. C'est à la mi-octobre que Himmler autorisa la construction du camp d'extermination expérimental de Belzec, probablement sur proposition de son homme de confiance sur le terrain, Odilo Globoknik, responsable de la Police dans le district de Lublin et chargé de réfléchir la reconfiguration ethnique de ce territoire. La première liste des invités à la conférence de Wannsee, dressée à la fin du mois de novembre, ne comportait,

---

37. Sur l'évolution de la politique antijuive sur les territoires soviétiques, voir Jürgen Matthäus, « Operation Barbarossa and the Onset of the Holocaust », in Christopher Browning, *The Origins of the Final Solution*, *op. cit.*, p. 244 et suivantes, Florent Brayard, *La « solution finale de la question juive »*, *op. cit.*, chapitre VII, p. 276 et suivantes.

qui plus est, aucun représentant du Gouvernement général, ce qui montre à mon sens que, dès ce moment, ce territoire avait été exclu de la « solution finale » telle qu'elle serait décrite par Heydrich lors de cette réunion<sup>38</sup> – nous y reviendrons. Reste une troisième série d'initiatives : en rencontrant dans les mêmes jours, de hauts responsables de la Chancellerie du Führer, Himmler avait sécurisé le transfert vers Belzec d'un contingent relativement restreint de personnels spécialisés, du fait de leur appartenance à l'opération T4 d'extermination des malades mentaux, dans le gazage criminel<sup>39</sup>.

On peut supposer qu'au cours de sa réunion avec Himmler, le 18 décembre, Hitler approuva les actions de son subordonné. Mais il n'est pas sûr qu'il ait validé toutes ses propositions. Car le déroulement de l'extermination des juifs dans le Gouvernement général au semestre suivant semble se jouer sur une opposition entre des plans de grande ampleur soutenus par Himmler et une mise en œuvre sur le terrain beaucoup plus mesurée. À la mi-mars, en effet, Himmler se rendit à Lublin à l'occasion de l'ouverture de Belzec. C'est de ce moment précis que date la première indication connue concernant la planification de la politique antijuive sur ce territoire : il confia en effet à Hans Frank qu'il souhaitait que la moitié ou un peu plus des 1,5 à 1,8 millions de juifs de ce territoire soient exterminés dans l'année, les autres servant de force de travail. Or il n'est pas sûr – fanfaronnades de leur responsables mises à part – que Belzec et Sobibor, alors en construction, aient eu une capacité suffisante pour un tel objectif et la construction de Treblinka ne fut donnée qu'à la mi-avril, avec une ouverture à la mi-juillet. Dans le même temps, diverses indications laissent à penser que l'extermination des juifs, durant le premier semestre, était rythmé par des autorisations portant sur des contingents limités, correspondant sans doute au nombre de juifs allemands transférés et réinstallés sur le territoire : en tuant les juifs locaux, on « faisait de la place » pour les juifs allemands. À la fin du printemps, les responsables locaux attendaient toujours une décision fondamentale sur le schéma général de l'opération. Il est probable qu'il arriva en juin, ou au plus tard en juillet, à l'occasion d'une visite de Himmler à l'occasion de laquelle il ordonna « l'évacuation » de la totalité de la population juive, à l'exception des travailleurs juifs, une fraction bientôt fixée à 300 000 personnes. Cependant, cette décision, témoignant d'une radicalisation intervenue entre-temps, aboutirait à la fin de l'année 1942 à la mise à mort de plus de 85 % de la population juive. On peut ainsi supposer que Himmler avait communiqué en mars un plan qui n'avait pas encore reçu l'assentiment de Hitler, lequel ne l'accorderait qu'à la fin du printemps<sup>40</sup>.

---

38. Sur l'évolution des plans concernant le Gouvernement général, voir *ibidem*, p. 368-377.

39. Gerlach (C.), *Sur la conférence de Wannsee*, *op. cit.*, p. 54-56.

40. Brayard (F.), *La « solution finale de la question juive »*, *op. cit.*, p. 43-44.

Quoi qu'il en soit, le cas du Gouvernement général, tout comme celui d'ailleurs des territoires soviétiques où les massacres avaient connu une accalmie durant l'hiver, pour reprendre à vive allure au printemps 1942 (et je n'évoque pas encore ici le reste de l'Europe), permet de mieux comprendre que « à exterminer en tant que partisans » n'était pas un ordre d'extermination immédiate et indiscriminée. Cette proposition n'aurait en somme fait que confirmer la possibilité d'un recours, plus ou moins large au meurtre. Cela signifie *a contrario* – et tel est le point important ici – qu'une fraction parfois très importante des juifs ne devait pas être exterminée immédiatement. Ainsi, si la moitié des juifs du Gouvernement général devait survivre à 1942, on ignore, pour ce tournant de 1941-1942, quelle période de sursis on leur attribuait ; et la question est loin d'être rhétorique dans la mesure où les plans d'aménagement des territoires de l'Est étaient dans le même temps programmés pour s'étaler sur plus de vingt ans et qu'on prévoyait d'y employer des travailleurs forcés juifs<sup>41</sup>.

On peut enfin supposer que, dans les quelques mots griffonnés par Himmler, autre chose était dit : que ces meurtres étaient fondés en droit par le recours à la catégorie des « partisans ». La force de l'argument est à la hauteur de l'écart entre cette catégorie et la population visée dans un premier temps : car, dans le Gouvernement général, ceux dont les autorités civiles et policières voulaient se débarrasser prioritairement étaient les populations incapables de travailler – mères de familles, enfants, vieillards, malades – c'est-à-dire la population la moins à même de se comporter effectivement « en tant que partisans ».

#### 4.

La difficulté à laquelle se sont heurtés tous les historiens travaillant sur la « solution finale », sans toujours la formaliser, est le caractère apparemment erratique de sa mise en œuvre et par conséquent l'asynchronie entre son évolution et le processus décisionnel tel qu'il se trouve reconstituée – et la question des juifs « inaptes au travail » constitue ici un marqueur déterminant. Dans son ouvrage sur les « années d'extermination », Saul Friedländer analyse la réunion de Wannsee comme un exemple frappant d'impréparation : Heydrich, en quelque sorte, aurait été pris au dépourvu par la décision de Hitler et aurait été incapable de donner des indications précises sur des aspects aussi importants que la date de lancement des déportations, leur rythme, les camps dans lesquels les juifs seraient exterminés<sup>42</sup>, etc. Comme on le sait, Heydrich avait présenté lors de cette conférence au sommet un schéma relativement complexe pour la « solution finale » : « Désormais, à la place de l'émigration, la nouvelle solution, avec l'aval préalable du Führer, est l'évacuation des juifs vers l'Est. [...] Au

41. *Ibid.*, p. 418 et s.

42. Friedländer (S.), *The Years of Extermination*, *op. cit.*, p. 339 et s., particulièrement p. 344.

cours de la solution finale, les juifs [déportés à] l'Est devront être mobilisés pour le travail avec l'encadrement voulu. En grandes colonnes de travailleurs, séparés par sexe, les juifs aptes au travail seront amenés à construire des routes dans ces territoires, ce qui sans doute permettra une diminution naturelle substantielle de leur nombre. Pour finir, il faudra appliquer un traitement approprié à la totalité de ceux qui resteront, car il s'agira évidemment des éléments les plus résistants, puisqu'issus d'une sélection naturelle, et qui seraient susceptibles d'être le germe d'une nouvelle souche juive pour peu qu'on les laisse en liberté (voir l'expérience de l'histoire). » En clair, ce programme explicitement génocidaire, puisqu'aucun juif ne devait y survivre, comportait plusieurs phases de réalisation : une déportation, une mise au travail suffisamment éprouvante et longue pour aboutir à une forte mortalité et, à un terme non déterminé, l'extermination par un « traitement approprié » de la population restante.

L'un des points importants de l'analyse de Friedländer, d'accord en cela avec nombre de ses collègues<sup>43</sup>, porte sur le sort des juifs jugés « inaptes au travail » passé sous silence par Heydrich : « Mais qu'en était-il de tous les autres, la vaste majorité omise des juifs d'Europe ? Le silence de Heydrich concernant leur sort attestait bruyamment que les juifs inaptes au travail seraient exterminés<sup>44</sup>. » Pourtant, l'oxymoron du silence bruyant pouvait renvoyer à une autre réalité : qu'il ait été évident pour tous que les juifs les plus faibles, ceux inaptes à travailler, subiraient bien plus rapidement que les autres une « diminution naturelle substantielle ». Car force est de constater, en effet, que la décision de tuer tous les juifs inaptes au travail, soit la moitié ou plus des 11 millions de personnes visées par le programme, ne fut suivie d'aucun préparatif : il faudrait attendre août 1942 pour qu'Auschwitz devînt, avec l'ordre de construire quatre immenses complexes de crémation et de gazage, le camp rendant possible une telle mesure. Pourquoi l'impréparation aurait-elle dû se prolonger par l'impéritie ? On remarquera par ailleurs que la déportation des juifs allemands et slovaques, jusqu'à la fin du mois de mai 1942, avait été effectuée sur un autre modèle que celle des juifs du Gouvernement général : prenant « la place » des juifs locaux, ils ne seraient pas exterminés à l'arrivée alors même que nombre d'entre eux entraient dans cette catégorie des juifs « improductifs » promise à la destruction et que les sites d'extermination voisins de Sobibor et Belzec étaient à disposition<sup>45</sup>.

Une des manières de contourner ces difficultés consiste à imaginer qu'il existait, dès cette époque, une ébauche de planification temporelle selon laquelle le

---

43. Mommsen (H.), « La réalisation de l'utopique », art. cité, p. 214 ou encore Roseman (M.), *Ordre du jour Génocide le 20 janvier 1942. La conférence de Wannsee et la Solution finale*, Paris, Louis Audibert, 2002, p. 107.

44. Friedländer (S.), *The Years of Extermination*, op. cit., p. 341.

45. Friedländer émet l'hypothèse selon laquelle les juifs allemands n'auraient été exterminés qu'après la motion du Reichstag par laquelle Hitler était promu plus haute source du droit et délié de toute contrainte légale, *ibidem*, p. 337 ; voir à ce sujet Brayard (F.), *La « solution finale de la question juive »*, op. cit., p. 437 et s.



programme devait être lancé, à un moment donné, à vive allure. Telle est la piste suivie par Christopher Browning quand il remarque qu'à l'automne 1941, les décideurs nazis parlaient avec insistance d'un horizon temporel déterminé : les juifs allemands, par exemple, étaient déportés à Riga ou Minsk en attente d'une réinstallation « plus à l'Est » qui devait intervenir à la fin des opérations militaires ou au printemps. Ces deux indications temporelles étaient alors équivalentes puisqu'on imaginait à ce moment que la campagne prendrait fin au printemps. Dès le début du mois de décembre, avec l'entrée en guerre des États-Unis et surtout la contre-offensive soviétique autour de Moscou, il devint évident que tel ne serait pas le cas. Browning écrivait : « La tension entre les deux [indications temporelles] devait être résolue. Les remarques de Hitler [dans son discours du 12 décembre] indiquèrent clairement que la solution finale se poursuivrait "au printemps" et ne serait pas renvoyée à "l'après-guerre"<sup>46</sup>. » Ici, les objections opposables à Friedländer sont également pertinentes, mais il en est d'autres encore. Si Himmler, on l'a vu, disposait d'un plan précis sur la manière dont il faudrait régler la « question juive » dans le Gouvernement général (qui, de même que les territoires de l'Est, ne faisait plus partie du périmètre de la « solution finale » *stricto sensu*), Heydrich avait quant à lui en mars une idée très claire du planning de mise en œuvre des déportations au départ des territoires occupés de l'Ouest, et sans doute plus généralement des pays alliés du Reich<sup>47</sup>. Il indiqua en effet ne pouvoir attribuer pour l'année 1942 qu'un nombre très limité de convois (un puis cinq supplémentaires) pour les déportations au départ de la zone occupée française réclamée avec insistance par le délégué d'Eichmann sur place. Et il renvoyait le lancement des déportations sur une plus grande échelle à l'année 1943, si cela était possible (un fait omis à la fois par Browning et Friedländer<sup>48</sup>). Dans le même temps, les déportations au départ de l'Allemagne n'étaient assurées que par des expédients : le transfert de denrées agricoles du Gouvernement général au Reich permit d'expédier les juifs allemands en sens inverse, dans les wagons vides<sup>49</sup> – un élément significatif non cité par Browning. Sans doute, ces calendriers hasardeux étaient-ils partiellement le résultat d'une situation tendue des moyens de transport, mais celle-ci doit être à mon sens fortement relativisée : Heydrich promettait six convois pour la France pour toute l'année 1942 (et rien, ni pour la Belgique ni pour les Pays Bas) alors que, chaque jour, des milliers de convois traversaient l'Europe de part en part pour convoier, au bon vouloir des autorités nazies, des troupes, des mar-

---

46. Browning C.), *The Origins of the Final Solution*, *op. cit.*, p. 408.

47. Le cas de la Slovaquie doit à mon sens être tenu pour une exception, du fait de sa proximité avec le Gouvernement général où étaient déportés les juifs slovaques, de la mise à disposition de matériel roulant par le gouvernement slovaque et de l'opportunisme criminel dont faisait preuve le gouvernement.

48. Brayard (F.), *La « solution finale de la question juive »*, *op. cit.*, p. 109 ; Friedländer (S.), *The Years of Extermination*, *op. cit.*, p. 377.

49. Brayard (F.), *La « solution finale de la question juive »*, *op. cit.*, p. 410-411 ; Longerich (P.), *Politik der Vernichtung*, *op. cit.*, p. 484.

chandises ou des travailleurs. Il s'agissait donc d'un arbitrage politique qui reléguait la « solution finale » au rang d'objectif non prioritaire<sup>50</sup>. Si ces retards, concernant le territoire allemand, étaient vraisemblablement jugés préjudiciables (comme en témoigne justement le fait qu'on dut avoir recours à des expédients), rien n'indique que l'indication temporelle donnée par Heydrich en mars 1942 fût en désaccord avec la planification qu'il avait en tête, deux mois plus tôt, à Wannsee. Car, en ne donnant alors aucun calendrier pour les démarches en direction des pays alliés, Heydrich les avait de fait renvoyées à un futur plus ou moins lointain. Dans les faits, elles advinrent au cours de l'été 1942, suivant d'ailleurs une logique qui n'avait pas été anticipée et dont Heydrich ne serait pas témoin.

Dans les récits de Browning et de Friedländer, l'opposition très nette entre les premiers mois de l'année – où la « solution finale » est un programme non prioritaire de déportations prévu sans doute pour durer plusieurs années et misant plus sur des effets d'aubaine que porté par une véritable volonté politique – et la fin du printemps et l'été – avec une accélération sans commune mesure et tout azimuts de l'extermination – est brouillée par un fait. À la mi-février 1942, un premier convoi de juifs allemands, venant de la ville et des environs de Beuthen, sur l'ancienne frontière germano-polonaise, aurait été déporté et exterminé à Auschwitz, où des installations de gazage de fortune auraient été aménagées, transformant ainsi le camp de Birkenau en camp d'extermination. Cette déportation était présentée implicitement par les deux auteurs comme le résultat direct et immédiat de Wannsee<sup>51</sup> : à la fois première étape de sa mise en œuvre un mois à peine après sa tenue et preuve que le schéma présenté alors impliquait déjà le gazage des juifs « inaptes au travail ». Elle créait ainsi entre deux périodes, à mon sens, plus fortement différenciées une continuité fictive. Fictive, car la date habituellement retenue pour cette déportation est erronée : elle s'était déroulée non pas à la mi-février, comme il est de tradition de l'affirmer, mais à la mi-mai. Cette erreur est une illustration de ce qu'on pourrait appeler la circularité du savoir. L'examen des références employées par tous les historiens montre qu'il existe seulement deux sources : la première est une note infrapaginale de Martin Broszat à l'édition en 1958 des mémoires de Rudolf Höss<sup>52</sup> ; la seconde, le calendrier d'Auschwitz de Danuta Czech. Mais, dans la mesure où Czech affirme en note qu'elle se fonde sur Broszat, sans apporter de confirmation externe, ces deux sources n'en font

---

50. Aucune archive ne documente pour cette période l'existence d'interventions au plus haut niveau afin de dégager des moyens de transports pour la déportation des juifs, à l'inverse de ce qui se passerait quelques mois plus tard, en juillet 1942, *ibid.*, p. 508.

51. Friedländer (S.), *The Years of Extermination*, *op. cit.*, p. 359 et 744 note 97 ; Browning (C.), *The Origins of the Final Solution*, *op. cit.*, p. 421.

52. Broszat (M.), *Kommandant in Auschwitz. Autobiographische Aufzeichnungen des Rudolf Höss*, München, DTV, 1998 [1958], l'indication en question se trouve p. 191 note 2.

qu'une<sup>53</sup> : la note de Broszat qui renvoie à une lettre du CICR évoquant, selon lui, un convoi datant de la mi-février. Or la lettre en question, conservée à l'Institut für Zeitgeschichte de München, cite effectivement une déportation au départ de Beuthen, mais effectuée à la mi-mai 1942, trois mois plus tard donc<sup>54</sup>. Ainsi, il avait fallu de longs mois pour que la conférence de Wannsee trouvât une première traduction criminelle sur le site d'Auschwitz et il faudrait attendre l'été pour qu'il devint le cœur de l'entreprise d'extermination.

L'histoire de la « solution finale » se réduisait-elle, pour le premier semestre 1942, à « des variations régionales, des exemptions temporaires, des ajournements provisoires, des tâtonnements », comme l'affirme Browning<sup>55</sup> ? Certainement pas. Il s'agit bien au contraire d'une évolution fondamentale, scandée par des arbitrages politiques, par laquelle on passa d'une politique étatique d'extinction totale – pouvant recourir pour certains territoires, certaines catégories et suivant certaines temporalités, à l'assassinat à grande échelle – à une politique étatique d'assassinat indiscriminé et à court terme.

## 5.

Le passé des mots, leur usage, leur emploi, créent autour d'eux un espace dont nous sommes, sans parfois nous en rendre compte, nous aussi prisonniers : un sens. Dans les mots « Ausrottung » – extirpation, « Vernichtung » – extermination, nous entendons résonner le glas d'Auschwitz ou de Treblinka. Pourtant. Un ouvrage récent de Jeffrey Herf sur la propagande permet de mieux comprendre que ces mots avaient, à l'époque où ils étaient prononcés par Hitler, une acception plus large que le meurtre dans les chambres à gaz que ces deux noms sinistres symbolisent. Comme on le sait, la « prophétie » de Hitler, dans ses diverses formulations, opposait deux exterminations, celle du peuple allemand voulu, disait-il, par les juifs et leurs alliés et celle du peuple juif, prophétisée par Hitler. La figure rhétorique, chez les plus hauts responsables du régime, était fréquente. Elle dessinait un complexe sémantique dont, se focalisant sur les allusions à l'extermination des juifs, on n'a peut-être saisi qu'une face. La chose est d'autant plus regrettable que jamais Hitler ou Goebbels ne précisèrent dans leurs discours publics ce que signifiait l'extermination ou l'extirpation des juifs, alors qu'ils donnèrent des sens précis à ces deux termes quand ils les employaient à propos des supposés projets juifs à l'encontre du peuple allemand. En février 1940, par exemple, Goebbels, dans un discours, cita la volonté

53. Czech (D.), *Auschwitz Chronicle. 1939-1945*, Londres, Taurus, 1990, p. 135. Le renvoi par Czech aux souvenirs de Pery Broad n'est pas pertinent s'il porte sur la question de la chronologie, puisque son témoignage en la matière est très vague (voir *KL Auschwitz seen by the SS. Rudolf Höss. Pery Broad. Johann Paul Kremer*, Varsovie, Interpress Publishers, 1991).

54. Brayard (F.), *La « solution finale de la question juive »*, op. cit., p. 422.

55. Browning (C.), « A Final Hitler Decision for the "Final Solution" ? The Riegner Telegram Reconsidered », *Holocaust and Genocide Studies*, 10 (1), automne 1996, p. 53.

conjointe de la France et de la Grande-Bretagne d'« annihiler le peuple allemand » en le démembrant et divisant le pays comme après la paix de Westphalie<sup>56</sup>. À l'été 1941, dans un nouvel article, le ministre de la propagande décrivit « un énorme plan juif d'extermination [ *Vernichtungsprogramm* ] » : il faisait passer un opuscule publié à compte d'auteur par un illuminé américain, Theodore Kaufman, comme le plan secret du gouvernement des États-Unis. De quoi s'agissait-il ? De stériliser la totalité de population allemande de manière à arriver à son extinction en deux générations et de démanteler le pays en zones d'occupation. Sous la direction de Goebbels, la propagande fit un usage forcené de cette proposition folle<sup>57</sup>, dont on voit bien cependant qu'elle n'est pas assimilable à un meurtre pur et simple. Le fait est d'autant plus frappant que dès le début de 1941, Himmler avait très probablement développé un projet similaire, en imaginant faire stériliser la totalité de la population juive – il avait d'ailleurs fait réaliser des expertises à ce sujet<sup>58</sup>.

À l'occasion de son discours du Nouvel an, en janvier 1943, Hitler décrivit la guerre, comme il le faisait habituellement, comme un combat « pour l'être ou le non être » du peuple allemand. La manière dont il formalisait le danger d'annihilation était particulièrement intéressante : « Les juifs anglais et américains annoncent que les Alliés ont l'intention d'enlever les enfants allemands, de massacrer des millions de jeunes hommes, de diviser l'Allemagne et de la transformer définitivement en un objet sans défense soumis à l'exploitation sous les auspices capitalistes ou soviétiques<sup>59</sup>. » Là encore, le projet était d'autant moins comparable à l'assassinat total que l'exploitation du peuple allemand supposait sa survie ; mais il définissait assez bien, comme en miroir, la politique d'assujettissement et de prédation des occupants allemands dans les territoires conquis de l'Est. Le 11 février suivant, un article du *Völkische Beobachter* titrait à nouveau sur la volonté juive d'« exterminer le peuple allemand culturellement et physiquement » : des « conseillers juifs » encourageaient non seulement la ruine de l'économie allemande, mais aussi « l'extermination du peuple allemand dans le sens littéral du terme » ; il existerait en effet un plan selon lequel le corps enseignant allemand serait fusillé après la guerre et remplacé par des enseignants juifs, tandis que les universités seraient fermées pour une longue période<sup>60</sup>. Une fois de plus, cette version de l'« extermination du peuple allemand », se focalisant sur l'enseignement, laissait entrevoir que les petits Allemands, rééduqués peut-être, n'étaient pas destinés à être tués. Le 16 février 1945, encore, un article du *Zeitschriften-Dienst* revenait sur le sort promis en cas

---

56. Herf (J.), *The Jewish Enemy*, op. cit., p. 66.

57. *Ibid.*, p. 112 et s.

58. Brayard (F.), *La « solution finale de la question juive »*, op. cit., p. 241 et s.

59. Herf (J.), *The Jewish Enemy*, op. cit., p. 184.

60. *Ibid.*, p. 191.

de défaite : « l'extermination totale du peuple allemand », c'est-à-dire le désarmement du pays, la destruction de son industrie, des déportations forcées et « l'extermination de l'ensemble de l'élite nationale, c'est-à-dire de l'ensemble notre intelligentsia dans toutes professions et classes<sup>61</sup>. » Cette politique, on pourrait rappeler qu'elle avait été mise en application avec une dureté sans faille par l'Allemagne dès l'automne 1939, sur le territoire polonais conquis, mais aussi qu'elle n'était pas assimilable au sort finalement réservé aux juifs. À travers toutes ces déclarations, Hitler et ses affidés avaient créé un espace sémantique où « extermination » et « extirpation » renvoyaient à un génocide dans l'acception juridique relative large que Lemkin avait donné à son néologisme, mais pas forcément à ce que, depuis la « solution finale » et les massacres rwandais, on appelle usuellement un génocide, c'est-à-dire l'assassinat de la totalité de la population visée ou d'une immense fraction de celle-ci<sup>62</sup>.

En indiquant devant les plus hauts responsables du Parti, le 12 décembre 1941, que sa « prophétie » sur l'extermination des juifs n'était « pas qu'une phrase », qu'il était « résolu à faire table rase », Hitler se situait, comme ses auditeurs, dans cet espace sémantique à la fois familier et spécifique : la mise en œuvre de la politique antijuive que le régime était en train de méditer depuis plusieurs mois aurait constitué, en soi, un accomplissement de la « prophétie », si l'on donne à « extermination » le sens large qu'il pouvait avoir. Au moins depuis le plan Madagascar de l'été 1940, qui avait largement circulé dans les élites allemandes et même au-delà, il était clair que les juifs devaient quitter l'Europe, par le biais d'une transplantation forcée. Au cours de l'année suivante, on peut estimer qu'un imaginaire d'extinction se diffusa chez les plus hauts responsables nazis, dont témoignent par exemple le projet de stérilisation envisagé par Himmler ou diverses réflexions de Hitler : en août 1941, par exemple, commentant le projet de déportation des juifs à l'Est, il déclara que, « là-bas, le dur climat fera[it] le reste<sup>63</sup>. » Mais c'est seulement à partir de décembre 1941 que la « solution finale de la question juive », conçue comme un programme d'extinction totale, devint une politique d'État, la politique de l'État nazi. Le dispositif complexe présenté officiellement par Heydrich à Wannsee en janvier 1942, combinant déportation, travail forcé, fort taux de mortalité « naturelle » et meurtre, avait pour finalité explicite la mort de tous les juifs d'Europe, à un horizon non déterminé. Il ne suscita aucune opposition fondamentale des participants à la réunion : non seulement le projet d'extinction

61. *Ibid.*, p. 258.

62. Cette assertion va à l'encontre des conclusions, à mon sens illogiques, que Herf tire de son enquête et selon lesquelles il était clair pour les Allemands que ces deux mots étaient synonymes de meurtres de masse, qu'ils concernent les Juifs ou les Allemands (*ibid.*, p. 267). Sur la notion juridique de génocide, voir Schabas (W. A.), *Genocide in International Law. The Crimes of Crimes*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

63. Brayard (F.), *La « solution finale de la question juive »*, *op. cit.*, p. 391.

totale était devenu une politique d'État, mais il faisait de plus l'objet d'un consensus total parmi les plus hauts responsables ministériels.

C'est ici, à mon sens, qu'il convient de faire retour sur la réunion du 18 décembre entre Hitler et Himmler. Les deux hommes, on l'a vu, avaient sans doute évoqué, comme en septembre 1942, des mesures partielles – annonce à tel ou tel responsable, démarches en vue de la mise à disposition de personnel spécialisé – et ils avaient envisagé ces mesures sans précédent sous l'angle de la justification. Mais il est possible que quelque chose de plus fondamental encore se soit passé. Revenons sur la séquence ouverte par le discours de Hitler aux responsables du Parti, le 12 décembre. La réitération par Hitler de sa « prophétie » accompagnée de la précision que l'énoncé ne pouvait pas être réduit à un pur événement de langage avait sans nul doute été interprété comme un message par certains auditeurs – et je reformule ici l'analyse de Kershaw<sup>64</sup> – des auditeurs qui, pour des raisons diverses, avaient un intérêt à la « question juive ». Deux d'entre eux au moins, qui avaient en commun d'entretenir avec Hitler un lien particulier, avaient essayé d'avoir des explications plus précises : Himmler et Goebbels. Ce dernier plaidait depuis des mois pour une déportation rapide des juifs de Berlin dont il était Gauleiter. À la mi-novembre, finalement, Heydrich lui décrivit le processus finalement retenu, qu'Hitler ensuite lui confirma : les déportations au départ du Reich seraient effectuées une ville après l'autre et une nouvelle vague devait intervenir en janvier (elle serait finalement repoussée *sine die* du fait de la contre-offensive soviétique) ; on n'avait pas encore déterminé quand viendrait le tour de Berlin<sup>65</sup>. Le 17 décembre, Goebbels rencontra Hitler et l'interrogea sur la « question juive ». Celui-ci répondit : « Les juifs doivent tous être expulsés à l'Est. Ce qui leur adviendra là-bas ne peut pas nous intéresser beaucoup. Ils se sont souhaités ce destin<sup>66</sup>. » Cette réponse n'était pas très différente de l'allusion quatre mois plus tôt au « rude climat » des régions d'accueil, qui « ferait le reste ». S'il y avait eu message, ce message, pour Goebbels, ne comportait rien de neuf. Le lendemain, 18 décembre, Himmler voulut lui aussi s'enquérir du contenu du message et c'est la raison pour laquelle il avait mis à l'ordre du jour la « question juive. » Mais il n'est pas sûr à tout prendre que Hitler fit au Reichsführer la même réponse qu'au ministre de la Propagande. Certes, le processus présenté par Heydrich un mois plus tard à Wannsee reprenait le dispositif complexe de transplantation et de mise au travail élaboré au cours des mois précédents, tel du moins qu'on peut le reconstituer, et il est congruent avec les deux remarques de Hitler à Goebbels. Mais ce dispositif comportait un élément nouveau qui montre que le sort ultime des juifs trans-

64. Kershaw (I.), « Hitler's Role in the "Final Solution" », art. cité.

65. Brayard (F.), *La « solution finale de la question juive »*, op. cit., p. 337-341.

66. Fröhlich (E.), ed., *Die Tagebücher von Joseph Goebbels*, Teil II, Band 2, München, K.G. Saur, 1996, p. 534.

plantés sur les territoires soviétiques lui était tout sauf indifférent, qu'il l'« intéressait » au plus haut point. Rappelons cette conclusion de Heydrich : « Pour finir, il faudra appliquer un traitement approprié à la totalité de ceux qui resteront, car il s'agira évidemment des éléments les plus résistants, puisqu'issus d'une sélection naturelle, et qui seraient susceptibles d'être le germe d'une nouvelle souche juive pour peu qu'on les laisse en liberté (voir l'expérience de l'histoire). » Cette phrase constitue la première explicitation connue de la politique d'extinction totale des juifs d'Europe.

On n'imaginera pas ici qu'un changement de doctrine était intervenu entre le 17 décembre et le 20 janvier, mais bien plutôt que Hitler avait rassasié de paroles criminelles mais vagues ce ministre de la Propagande avide de tout savoir. Si changement il y avait eu, il était intervenu avant et avait été signifié à Himmler le 18 décembre. Et tous les historiens sont d'accord pour dire qu'il y avait eu changement, se fondant tous pour ce faire sur les souvenirs du seul témoin survivant : Eichmann<sup>67</sup>. Celui-ci raconta après la guerre que Heydrich, revenant d'une réunion avec Himmler, l'avait convoqué pour l'informer que le Führer venait d'ordonner la « liquidation physique » des juifs puis l'avait envoyé en mission dans le Gouvernement général pour voir quelles méthodes on comptait employer là-bas pour la liquidation des juifs (on y avait commencé depuis plusieurs semaines la construction du camp de Belzec). Témoin inconmode, doté d'une mémoire terriblement peu fiable, Eichmann a fait donné plusieurs versions de cet événement fondateur variant légèrement sur différents points et l'on peut discuter de la signification de cette « extermination physique » : on dira simplement ici qu'Eichmann prit conscience qu'aucun des juifs ne survivrait aux déportations qu'il organisait et que le recours au meurtre pur et simple serait plus massif qu'il ne l'avait envisagé jusqu'alors. Dans ce cas, ce que Himmler avait rassemblé en quelques mots – « à exterminer en tant que partisans » – c'était peut-être l'ajout par Hitler d'une nouvelle indication. Non seulement les juifs pouvaient mourir, mais ils devaient tous mourir, ou plus exactement encore, aucun ne devrait, au bout du compte, survivre. Pour qu'aucun ne survécût, on aurait recours au meurtre dans une proportion à définir et une temporalité à préciser.

## 6.

C'était là sans doute une « décision politique de principe de l'extermination des juifs » comme l'a qualifiée Christian Gerlach, même s'il est possible, comme on l'a vu, d'en donner des interprétations différentes. D'autres décisions intervinrent jusqu'à l'été 1942, jusqu'à ce que la « solution finale de la question

---

67. De manière emblématique, voir Browning (C.), *The Origins of the Final Solution*, op. cit., p. 362 et suivantes, mais l'on pourrait multiplier les exemples.

juive » prit finalement la forme d'un assassinat indiscriminé et rapide – mais cela nous mènerait trop loin<sup>68</sup>. Qu'il y eut une articulation logique extraordinaire forte entre le basculement dans une guerre vraiment mondiale et l'instauration d'une politique aboutissant à la disparition complète du peuple juif n'a rien pour étonner. C'était là le contenu même de la « prophétie » lancée par Hitler en janvier 1939, qu'il avait choisi de répéter ensuite à de nombreuses reprises. On pourrait d'ailleurs montrer qu'elle n'était pas l'annonce d'un meurtre pour rien, commis dans un seul esprit de vengeance, par haine – quoique vengeance et haine ne fussent pas absentes – mais qu'elle était la reformulation, dans un mode très spécifique d'énonciation, d'une doctrine fondamentale forgée à la suite du traumatisme de la Grande Guerre et où la notion de « partisans », ces « ennemis de l'intérieur », jouait un rôle déterminant. Pour éviter la défaite, il fallait, au moment où se précisait le danger, liquider tous ces ennemis intérieurs qui détruisaient la cohésion de la nation en guerre, qui, par leur action, menaçaient la victoire et au-delà la reconstruction harmonieuse d'un pays gravement affaibli. Il fallait ne pas répéter l'expérience de 1918. Parmi les ennemis intérieurs, au premier rang, il y avait les juifs et ce devaient être eux les premières victimes, dès le moment où pointait la simple possibilité d'une défaite. Sous une forme ou une autre, c'était ce que Hitler répétait depuis *Mein Kampf*. Le génocide des juifs était un meurtre rationnel, aussi rudimentaire que fût la raison qui le portait. Il n'empêcha pas la défaite.

La proposition d'explicitation de la note de Himmler du 18 décembre 1942 que j'ai développée ci-dessus et, plus largement, l'analyse de la séquence comprise entre l'attaque de Pearl Harbor entraînant les États-Unis dans la guerre et la conférence de Wannsee se distinguent des récits existants en ceci qu'elle articule plusieurs éléments qui peuvent le cas échéant se retrouver, séparément, chez tel ou tel auteur. L'idée d'une montée graduelle en radicalité de la « solution finale » pourrait être ainsi considérée comme une reformulation d'une des hypothèses fonctionnalistes, celle de la « radicalité cumulative », suivant l'expression de Hans Mommsen : elle avait déjà été opérée par Peter Longerich et elle guide également l'analyse récente de Saul Friedländer. L'hypothèse, fortement corrélée à l'analyse précédente, d'une évolution différenciée de ce programme suivant les territoires a elle aussi une longue histoire qui commence avec les analyses de Christian Streit au début des années quatre-vingts sur les massacres commis en URSS et les ordres donnés aux *Einsatzgruppen* : peu à peu, la plupart des historiens se sont ralliés à la thèse selon laquelle aucun ordre d'extermination du judaïsme soviétique n'avait été donné avant le lancement de l'opération Barbarossa. On s'aperçut ensuite que certains territoires, comme

---

68. Je renvoie ici aux travaux de Peter Longerich (*Politik der Vernichtung*, op. cit., p. 513 et s.), Florent Brayard (*La « solution finale de la question juive »*, op. cit.) et Saul Friedländer (*The Years of Extermination*, op. cit., p. 348 et suivantes).



le Warthegau, avait connu une évolution spécifique dans laquelle les instances locales avaient joué un rôle moteur<sup>69</sup>.

Pour ma part, je propose de dissocier le traitement des juifs soviétiques et ceux, polonais, du Gouvernement général, du programme proprement dit de « solution finale » : ces deux territoires avaient été tout simplement exclus de son périmètre d'application sans pour autant – et c'est là le point important – que le contenu du programme, pour le reste, fût altéré. Ce changement s'inscrit dans une série de redéfinitions de la portée géographique de cette politique publique dont Götz Aly avait montré qu'entre 1939 et 1941, elle avait englobé un nombre toujours plus grand de juifs, un territoire toujours plus large<sup>70</sup>. À cet élargissement, à mon sens, avait succédé un rétrécissement dont ces deux très importantes communautés juives avaient été victimes.

Par ailleurs, l'idée selon laquelle la « solution finale » avait conservé plus tardivement qu'on le pensait traditionnellement des éléments antérieurs de planification – par exemple la mise au travail forcé d'une partie importante des juifs, suivant la mention explicite de Heydrich à Wannsee – a connu au cours de ces dernières années une faveur croissante – comme en témoignent les travaux de Mommsen, Longerich, Gerlach ou Friedländer. Tout se joue sur deux plans : quelle est l'ampleur de ces rémanences, en particulier concernant les juifs « inaptes » au travail ? À partir de quel moment le sens de la dénomination « solution finale » change-t-il substantiellement pour devenir une expression codée renvoyant à d'autres buts que ceux initialement prévus ? Ici, on a supposé que le dispositif présenté à Wannsee ne prévoyait pas encore, à l'intérieur du périmètre de la « solution finale », de mise à mort massive à brève échéance. L'objectif final explicite était certes d'ores et déjà la disparition à terme de tous les juifs, mais on était encore loin de la politique d'assassinat immédiat et indiscriminé mise en œuvre à la fin du printemps 1942 : c'est en ceci qu'il est, à mon sens, plus juste de parler, pour cette période, d'une politique d'extinction totale.

Une telle interprétation repose sur deux prémisses concernant la dimension temporelle de l'événement, une dimension très peu explorée jusqu'ici par les historiens. L'une, restée jusqu'ici implicite, concerne la rapidité de réactivité de l'appareil sécuritaire : on pourrait ainsi montrer, entre autres exemples, comment le déblocage de moyens de transport inespérés, à la fin du mois de février 1942, pour la déportation des juifs allemands vers le Gouvernement général a entraîné une série rapide d'actions complexes : négociation, au plus haut niveau, de la coopération de l'administration civile locale (Himmler n'hésitant pas, pour ce faire, à recourir face à Hans Frank au chantage et à la menace) ;

69. Kershaw (I.), « Improvised Genocide ? The Emergence of the “Final Solution” in the “Warthegau” », in *Transactions of the Royal Historical Society*, 6<sup>e</sup> séries II, Londres, 1992.

70. Aly (G.), « *Endlösung* », *op. cit.*, p. 169 et p. 198.

définition d'instructions générales pour la mise en œuvre de la déportation ; nouvel examen, au plus haut niveau, des questions restées pendantes après Wannsee ; lancement des exterminations des juifs du Gouvernement général à Belzec<sup>71</sup>. Le postulat d'une forte réactivité institutionnelle permet, par contre-coup, d'interpréter également l'absence de réaction de l'appareil d'État à des moments considérés comme cruciaux : il convient alors de supposer que l'interprétation qui a construit ces « moments-clés » est au moins partiellement erronée (s'il ne passe rien à Auschwitz avant la fin du printemps, c'est bien qu'il n'était pas prévu jusqu'alors d'y exterminer les juifs) ; ou bien il est nécessaire de formuler l'hypothèse selon laquelle la « solution finale » s'inscrivait dans un temporalité plus longue que celle traditionnellement admise. De la même manière que le périmètre de ce programme avait varié, dans un sens comme dans l'autre, entre 1939 et 1941, sa temporalité avait connu de profonds réaménagements : on avait pu raisonner en terme de générations (comme c'était le cas avec le projet de stérilisation totale exploré par Himmler au début de 1941) ; finalement, en juin 1942, on décida que tous les juifs devaient mourir en une année<sup>72</sup>.

## 7.

On pourrait tout aussi bien dire qu'il importe peu de savoir si, dès Wannsee, la mise à mort de tous les juifs « improductifs » était d'ores et déjà décidée, puisqu'ils seraient de toute façon mis à mort quelques mois plus tard. Il est vrai qu'au cours des dernières années, on a assisté à un rapprochement progressif des récits du processus décisionnel. Il n'y aurait pas si loin, en somme, entre l'interprétation de Browning selon laquelle la décision d'extermination des juifs aurait été prise en septembre-octobre 1941 et celle de Gerlach ou Friedländer pour qui elle serait intervenue seulement en décembre. En ce cas, pourtant, la chronologie gouverne – et c'est fondamental – l'interprétation globale de l'événement. Car ce n'est pas la même chose de penser avec Browning que Hitler a décidé de tuer les juifs dans un « pic d'euphorie », à un moment où il croyait la victoire acquise, ou de supposer avec Burrin<sup>73</sup>, Gerlach, Kershaw, Friedländer ou moi-même que cette décision avait été prise au moment où commençait à poindre la possibilité d'une défaite. Suivant les cas, en effet, ce n'est pas la même personne qu'on tue : pour l'un, un juif racialisé, par essence éternellement néfaste, ou, pour les autres, un juif transfiguré sous la catégorie politique de l'« ennemi intérieur », du « partisan », et représentant, selon Hitler, un danger pour le temps présent et le futur prévisible. Mais il s'agit bien d'une

---

71. Brayard (F.), *La « solution finale de la question juive »*, op. cit., p. 410 et suivantes.

72. Diverses indications archivistiques laissent à penser que Himmler, en accord avec Hitler, élaborait en juin 1942 un « plan confidentiel » suivant lequel l'ensemble du judaïsme européen devait être exterminé en une année, *ibid.*, p. 29 et s.

73. Burrin (P.), *Hitler et les Juifs. Genèse d'un génocide*, Paris, Le Seuil, 1989.

exception : la plupart des historiens sont d'accord sur les grandes lignes de l'analyse. Ne se différenciant plus qu'à la marge, ils partagent à présent l'essentiel.

D'où vient alors que ce champ relativement restreint, cette sous-discipline de l'histoire de l'extermination des juifs que constitue l'étude des processus décisionnels, demeure l'un des plus animés de l'histoire contemporaine ? Avec justesse, Browning a parlé un jour de l'« acharnement » des historiens « à vouloir cerner au plus près la nature et le moment précis d'une supposée décision clé de Hitler<sup>74</sup>. » Sans doute, dans cet entêtement, plusieurs motivations sont à l'œuvre : volonté de résoudre un problème historiographique dont la nature énigmatique intrigue<sup>75</sup> ; phénomènes classiques de compétition qu'il serait sans doute judicieux de décrire un jour en terme sociologiques ; etc. Cependant, si l'historien est cet homme qui cherche son chemin, accompagné un temps par son ami, je dirais que le moteur le plus important est le sentiment de responsabilité qu'il a vis-à-vis de sa maison. Sa maison : la vérité ? Il y a bien des sens à ce terme, et un air d'absolu qui s'accorde mal, sauf situation de controverse ou de péril, avec la manière dont l'histoire se saisit d'un événement pour ne plus le lâcher ensuite : *historia longa, vita brevis*. Sa maison, dans tout les cas, est cet édifice parfois instable, péniblement édifiée, traversé de tensions multiples qui peuvent menacer jusqu'à sa structure et où il reste toujours quelque chose à construire, consolider, rectifier. Dans le cas de la « solution finale de la question juive », la maison n'est pas accueillante et il n'y fait pas bon vivre. C'est peut-être cela que René Char, à la fin de la guerre, avait entrevu en intitulant son poème « Le bouge de l'historien ». Il y écrivait : « La pyramide des morts obsède la terre<sup>76</sup>. »

---

74. Browning (C.), *Politique nazie, travailleurs juifs, bourreaux allemands*, Paris, Les Belles Lettres, 2002, p. 65.

75. Le bref livre d'Édouard Husson (« *Nous pouvons vivre sans les juifs* », *Novembre 1941. Quand et comment ils décidèrent de la solution finale*, Paris, Perrin, 2005) me semble illustrer parfaitement cette tendance, comme en témoigne son incipit : « Il y a un "mystère Wannsee". »

76. Char (R.), « Le bouge de l'historien », dans « *Seuls demeurent* », *Fureur et mystère*, Paris, Gallimard, 1962, p. 47.

## Repères chronologiques

### 1939

- 30 janvier : discours « prophétique » de Hitler où il annonce l'extermination des juifs en cas de nouvelle guerre mondiale ; le discours est ensuite postdaté du 1<sup>er</sup> septembre 1939, date de l'entrée en guerre

### 1941

- été : sur les territoires soviétiques occupés, les Einsatzgruppen commettent des massacres de juifs de plus en plus massifs, aboutissant bientôt à une sorte de génocide régional

- septembre : premier gazage criminel avec du Zyklon B à Auschwitz : les victimes sont des commissaires politiques soviétiques et des prisonniers malades

- octobre : première vague de déportation des juifs du Reich en direction de l'Est

- mi-octobre : la construction du site d'extermination de Belzec est autorisé par Himmler, probablement avec l'accord de Hitler

- 4 décembre : début des exterminations dans les camions à gaz de Chelmno, dans la province polonaise annexée au Reich du Warthegau

- 5 décembre : contre-offensive soviétique autour de Moscou

- 7 décembre : attaque japonaise sur la base américaine de Pearl Harbor : l'entrée des États-Unis dans la guerre devient inéluctable

- 11 décembre : discours public de Hitler dans lequel il déclare la guerre aux États-Unis

- 12 décembre : discours secret de Hitler devant les plus hauts responsables du Parti : la « prophétie » n'est pas un mot, l'extermination des juifs doit être la conséquence de la mondialisation de la guerre ; à cette occasion, Himmler ou Heydrich informent les responsables concernés que, dans les territoires occupés de l'Est, les « facteurs économiques » ne doivent pas être pris en compte dans la politique antijuive et que les juifs du Gouvernement général ne feront pas partie de la « solution finale » : ils seront tués sur place, par un moyen encore indéterminé

- 17 décembre : Hitler rencontre Goebbels qui l'interroge sur la « question juive » sans obtenir de précisions

- 18 décembre : réunion entre Hitler et Himmler qui note sur son agenda : « Question juive : à exterminer en tant que partisans »

### 1942

- 20 janvier : conférence de Wannsee : Heydrich expose le contenu de la « solution finale de la question juive », un programme complexe, sans horizon temporel défini,

comprenant la déportation de tous les juifs européens à l'Est, leur mise au travail forcé, une décimation « naturelle » très importante et la mise à mort, à terme, des survivants

- mi-février : date habituellement retenue pour le premier convoi de juifs allemands vers Auschwitz où ils seront exterminés ; en fait elle intervient un trimestre plus tard à la mi-mai
- fin février : Eichmann trouve un expédient pour la déportation d'un nouveau contingent de juifs allemand en direction de l'Est, dans le Gouvernement général ; à cette occasion, la machine administrative est relancée
- début mars : Heydrich indique que les déportations des juifs de l'Europe de l'Ouest n'interviendront pas en 1942, seuls six convois sont accordés au départ de la France
- 13-14 mars : visite de Himmler à Lublin, où il informe le Gouverneur civil, Hans Frank, de ses plans pour la communauté juive de la région (la liquidation de la moitié d'entre eux avant la fin de l'année) ; il ne semble pas que ces plans aient été validés par Hitler ; au cours de mois suivant, l'extermination se déroule, dans cette région, sur un rythme plus lent que celui exposé par le Reichsführer
- 14-16 mars : entrée en service du camp d'extermination de Belzec, près de Lublin
- mi-mai : déportation des juifs de Beuthen qui marque le début des exterminations à Auschwitz-Birkenau dans des installations provisoires, les « Bunkers » 1 et 2
- juin : nouvelle décision concernant la « solution finale » : tous les juifs devront être exterminés à brève échéance
- mi-août : il est décidé de construire à Auschwitz-Birkenau quatre gigantesques complexes de crémation et de gazage

---

Florent BRAYARD est chercheur au CNRS (Centre Marc Bloch, Berlin).

[florent.brayard@cmb.hu-berlin.de](mailto:florent.brayard@cmb.hu-berlin.de)

Il a publié ou dirigé plusieurs livres sur la persécution des juifs et le négationnisme, en particulier *La « solution finale de la question juive »*. *La technique, le temps et les catégories de la décision* (Paris, Fayard, 2004). Il a été chercheur invité dans de nombreuses institutions telles que l'Institut Historique Allemand à Paris, le Hamburger Institut für Sozialforschung, l'Holocaust Memorial Museum à Washington.

